MAPS & FACTS

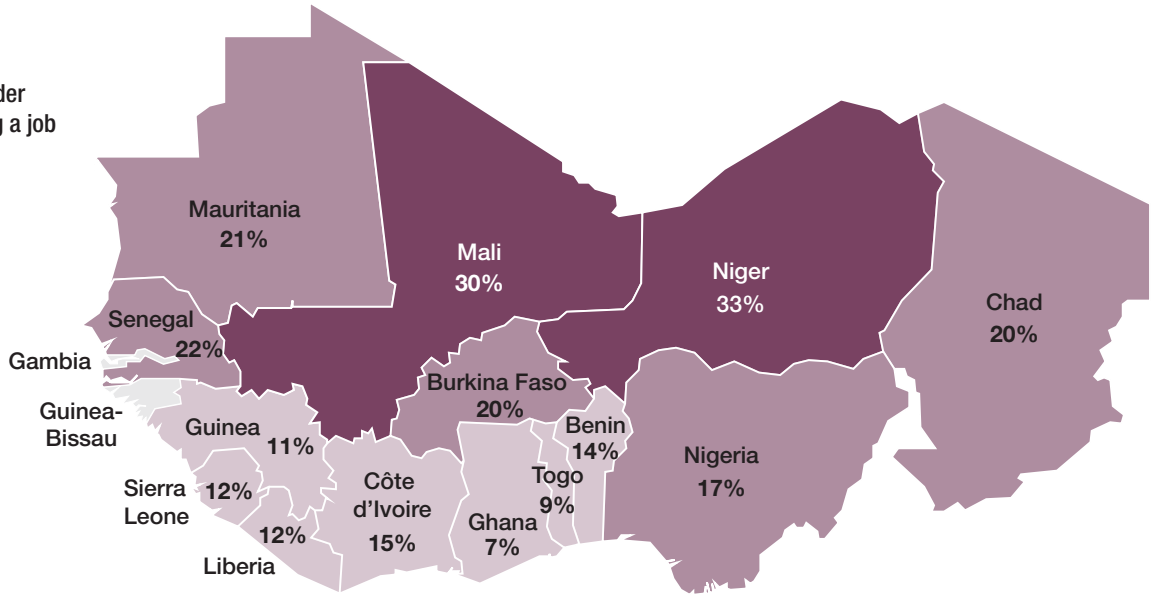
SAHEL AND WEST AFRICA Club

No. 66, March 2018

STEREOTYPES IMPEDE WOMEN'S ACCESS TO EMPLOYMENT

Number of legal gender differences in getting a job

Côte d'Ivoire	4
Togo	6
Ghana	7
Liberia	8
Burkina Faso	9
Guinea	9
Chad	10
Mauritania	12
Niger	12
Nigeria	12
Sierra Leone	12
Benin	13
Senegal	13
Mali	15

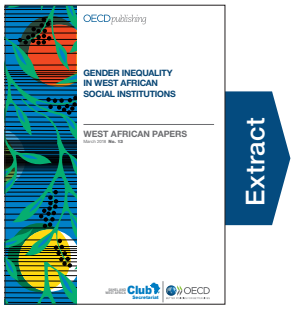


Percentage of men who do not believe it is acceptable for women to work

≤ 15% | 16 < 30% | ≥ 30% | not analysed

Sources: Bouchama, N. et al. (2018), Gender Inequality in West African Social Institutions, West African Papers, No. 13, OECD Publishing; Gallup and ILO (2017), Towards a better future for women and work: Voices of women and men; World Bank (2015), Women, Business and the Law 2016: Getting to Equal.

The employment rate of women in sub-Saharan Africa (59.3%, ILO, 2017) is the highest in the world (45.8%). However, a large majority of African women work in the informal sector, mostly in low-paying jobs. Ten West African countries have more than eight legal provisions restricting women's ability to obtain jobs in the same way as men; for example, restricting access to certain professions. Moreover, deep-rooted perceptions, gender stereotypes, discriminatory attitudes and customary practices towards women are persistent. About 17% of West African men think that it is unacceptable for women to work outside the home, and 21% would prefer that the women in their families stay home rather than work paid jobs. In Nigeria's private sector, many employers force young women to sign job contracts stipulating that they not become pregnant for the first three years of their contract. Some governments are taking measures to empower women in the workplace. Côte d'Ivoire, Mali and Sierra Leone have passed laws on equal remuneration for the same work. In 2017, the region adopted a series of recommendations to update the "Supplementary Act relating to Equality of Rights between Men and Women for Sustainable Development in the ECOWAS Region."



Extract

SIGI Social Institutions & Gender Index

Bouchama, N. et al. (2018), Gender Inequality in West African Social Institutions, West African Papers, No. 13, OECD Publishing, Paris.

The Social Institutions and Gender Index (SIGI) in West Africa looks at how formal and informal laws, social norms and practices restrict the access of women and girls to equal rights, justice, employment opportunities and resources across 17 West African countries. Also see: SIGI country study on Burkina Faso.

www.genderindex.org

This map is without prejudice to the status of or sovereignty over any territory, to the delimitation of international frontiers and boundaries and to the name of any territory, city or area. We encourage the use of our maps. Please include the Club's copyright, inform or contact us for specific requests: swac.contact@oecd.org

MAPS & FACTS

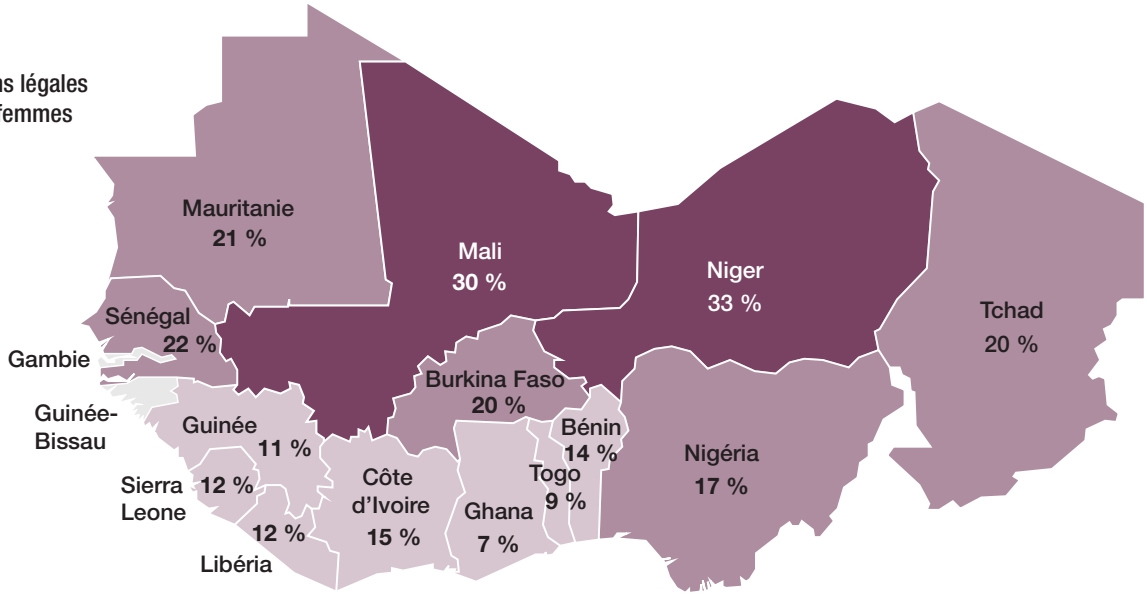
Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

N° 66, mars 2018

DES STÉRÉOTYPES ENTRAVENT L'ACCÈS DES FEMMES À L'EMPLOI

Nombre de restrictions légales quant à l'emploi des femmes

Côte d'Ivoire	4
Togo	6
Ghana	7
Libéria	8
Burkina Faso	9
Guinée	9
Tchad	10
Mauritanie	12
Niger	12
Nigéria	12
Sierra Leone	12
Bénin	13
Sénégal	13
Mali	15



Proportion d'hommes déclarant qu'il n'est pas acceptable pour une femme de travailler

≤ 15 % | 16 < 30 % | ≥ 30 % | non analysé

Sources : Bouchama, N., et al. (2018), Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines, Notes ouest-africaines, No. 13, Éditions OCDE, Paris ; Gallup et OIT (2017), Vers un meilleur avenir pour les femmes au travail : ce qu'en pensent les femmes et les hommes ; Banque mondiale (2015), Les femmes, l'entreprise et le droit 2016 : Parvenir à l'égalité.

Le taux d'emploi des femmes en Afrique subsaharienne (59.3 %, ILO en 2017) est le plus élevé au monde (45.8 %). Cependant, la grande majorité des femmes travaille dans l'économie informelle, avec des emplois peu rémunérés. Dix pays ouest-africains ont plus de huit dispositions légales restreignant la capacité des femmes à obtenir un emploi au même titre qu'un homme ; par exemple, l'accès limité à certaines professions. Des perceptions profondément stéréotypées, des attitudes discriminatoires et pratiques coutumières perdurent. 17 % des hommes ouest-africains pensent qu'il est inacceptable qu'une femme travaille hors de la maison ; 21 % préféreraient que les femmes de leur famille restent à la maison plutôt que d'occuper un emploi rémunéré. Dans le secteur privé nigérian, de nombreux employeurs forcent les jeunes femmes à signer des contrats de travail stipulant qu'elles ne doivent pas tomber enceintes pendant les trois premières années de leur contrat. Certains gouvernements renforcent leur engagement en faveur de l'égalité sur le lieu de travail. La Côte d'Ivoire, le Mali et la Sierra Leone ont adopté des lois instituant l'égalité de rémunération pour un même travail. En 2017, la région a approuvé une série de recommandations pour actualiser l' « Acte additionnel sur l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace de la CEDEAO ».

Extrait

SIGI Social Institutions & Gender Index

Bouchama, N. et al. (2018), Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines, Notes ouest-africaines, No. 13, Éditions OCDE, Paris.

L'indicateur Institutions sociales et égalité femme-homme (SIGI) en Afrique de l'Ouest examine à travers 17 pays comment les règles formelles et informelles, les normes et les pratiques sociales restreignent l'accès des femmes et des filles à l'égalité des droits, à la justice, aux opportunités d'emploi et aux ressources. Voir aussi : Étude pays SIGI-Burkina Faso.

www.genderindex.org

Cette carte est sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Nous encourageons l'utilisation de nos cartes. Veuillez nous informer et en faire mention du copyright du Club. Pour des demandes spécifiques, contacter : swac.contact@oecd.org